

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE MODIFICATIF
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION DES
COLLECTIVITES LOCALES ET
DE L'ENVIRONNEMENT

N°IC 2004/7234

CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,*

- VU** le Code de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU** le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1° de la nomenclature ;
- VU** le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2006, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1982, modifié les 4 janvier 1994 et 24 juillet 2001, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **MASSON André** », devenue « **E.A.R.L. LES ŒUFS du VERGER** », l'autorisant à exploiter en LOCARN au lieu-dit « Lopuen » un élevage avicole de 103000 animaux équivalents (*poules pondeuses*);

- VU** la demande présentée le 16 septembre 2005 par l'installation classée « E.A.R.L. LES ŒUFS du VERGER (MASSON) », sise « Lopuen » en LOCARN, en vue de la mise à jour du plan d'épandage en annexe d'un élevage avicole autorisé de 103000 animaux équivalents (*poules pondeuses*), en LOCARN au lieu-dit « Lopuen » (Section ZO N°1);
- VU** les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU** les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 18 mai 2006 ;
- VU** l'avis général émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 29 septembre 2006 ;
- CONSIDERANT** que le rapport correspondant de l'Inspecteur des Installations Classées a été communiqué aux membres de la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques pour la séance du 29 septembre 2006 ;
- CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT** que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de L'HYERES (*SAGE AULNE en cours*) ;
- CONSIDERANT** que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de MAEL CARHAIX, dont le seuil d'obligation de traitement est de 15000 UN et le plafond d'épandage 90 ha ;
- CONSIDERANT** que l'exploitation produit 46350 UN et 41200 UP205, gérées de la façon suivante : 39000 UN et 34667 UP205 seront reprises par la « S.A. DUFEU » ; 7350 UN et 6553 UP205 seront réparties sur 47,77 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 153,9 UN/ha ;
- CONSIDERANT** que la charge de phosphore sera de 137,2 UP205/ha;
- CONSIDERANT** le contrat de reprise du 15 janvier 2004 avec « SOCIETE DUFEU S.A. » - effectif concerné : 86666 places poules pondeuses - tonnage concerné : 938 T d'engrais ou amendements organiques – *ce contrat annule et remplace le contrat avec la société « LEMEE » du 28 juin 2001* ;
- CONSIDERANT** que le dossier présenté à l'instruction a pour objet de modifier (*ajout d'une SAUE de 24 ha*) les modes de gestion des déjections (*fientes*) de l'élevage avicole exploité (*2 poulaillers*) d'une capacité d'accueil autorisé de 103000 poules pondeuses en cages, sans construction nouvelle ;
- CONSIDERANT** que la gestion des déjections avicole (*fientes*) est assurée, d'une part, par l'épandage (*7350 kg d'azote*) annuel des fientes (*212 tonnes*) de 16334 poules sur l'exploitation agricole (*SAUE 47,80 hectares - La pression d'azote à l'hectare est de 153 unités et celle du phosphore est de 137 unités (après phytases dans l'alimentation)*), et, d'autre part, par la reprise annuelle (*39000 kg d'azote*) de 938 tonnes de fientes séchées par les établissements « DUFEU SA » ;
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1982, modifié, sont modifiées comme suit :

« **A.** - Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « E.A.R.L. LES ŒUFS du VERGER (MASSON) », sise en LOCARN au lieu-dit « Lopuen », à installer et exploiter à la même adresse (section ZO N°1) en LOCARN, à moins de 100 mètres des tiers, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 103000 animaux équivalents en présence simultanée, répartis comme suit : *103000 poules oeufs de consommation (sous réserve que la rotation des productions sur les poulaillers, permette de limiter la production d'azote à 46350 kg par an).*

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111-1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 12 juin 2006 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

B. - Il est donné acte au pétitionnaire, au titre de « L'E.A.R.L. LES ŒUFS DU VERGER », de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont les capacités moyennes de production sont de 1 150 tonnes de fientes déshydratées (engrais organiques NFU 42001).

Pour l'exploitation de ces fabriques d'engrais et supports de culture, l'éleveur devra respecter les prescriptions complémentaires édictées à l'article 3 ci-après. »

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES BATIMENTS D'ELEVAGE

Les dispositions de l'article 2^{ème} de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1982 sont modifiées comme suit :

« L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2.1 - AMENAGEMENT ET EXPLOITATION :

2.1.1. - Toutes les eaux usées (*sas, etc.*), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.2. - Tout stockage de fientes sur le site d'implantation de l'élevage en dehors des poulaillers ou des ouvrages de stockage est interdit.

2.1.3. - Des phytases seront incorporées dans les formules alimentaires des poules pondeuses. Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées *pendant 5 ans*.

2.1.4. - que l'éleveur utilise un matériel adapté permettant un épandage homogène et ne dépassant pas les besoins des cultures en éléments fertilisants sur son exploitation agricole.

2.1.5. - Que les fientes soient enfouies sous 24 heures (*fientes normalisées NFU 42001*).

2.1.6. - Que les labours soient réalisés perpendiculairement à la ligne de pente sur les parcelles.

2.1.7. - Que la couverture hivernale des sols soit généralisée sur l'exploitation.

2.1.8. - Que les bandes enherbées soient installées le long des cours d'eaux entretenus sans in-trant.

2.1.9. - Que des aménagements parcellaires (*haies, bandes enherbées, talus*) soient mis en place, le cas échéant, sur les parcelles à risque.

2.2. - SECURITE :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation du(des) bâtiment(s) devront être au minimum de la classe Euroclasse D. Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé dans les installations de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes. »

ARTICLE 3 -

Les dispositions de l'article 3^{ème} de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1982 sont modifiées comme suit :

« PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET SUPPORTS DE CULTURES :

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement pour le séchage des fientes (P1 et P2) et un stockage dans un hangar (P2).

3.1. - INSTALLATION

3.1.1. - L'installation permettra de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui devra répondre à la norme NFU 420001.

3.1.2. - Pour la mise en oeuvre des procédés de fabrication, l'exploitant disposera :

a) pour le poulailler (P1) d'un système de séchage (*trémie de séchage SECONOV*) des fientes et un hangar de maturation des fientes déshydratées (s = 630 m²) avec un sol étanche pour assurer la normalisation (NFU 42001) et le stockage des fientes.

b) pour le poulailler (P2) d'un système de préséchage (*plaques en fibrociment*). Le séchage et la maturation des fientes seront achevés ensuite dans les fosses situées sous les cages pour assurer la normalisation (NFU 42001) et le stockage. Les installations disposeront d'une capacité de production et de stockage d'au moins 6 mois.

3.1.3. - Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.1.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.1.5. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.1.6. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées.

3.1.7. - La durée d'entreposage sur le site des fientes sera inférieure à un an.

3.1.8. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle à compter de la date de la signature du présent arrêté.

3.2. - EXPLOITATION - ENTRETIEN

3.2.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

3.2.2. Ventilation des locaux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.2.3. Contrôle et suivi de fabrication.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.3.1. L'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température.

3.2.3.2. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.3.3. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi de fabrication sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant :

- a) Les quantités de fientes traitées,
- b) Les relevés de température,
- c) Les anomalies de procédé relevées ainsi que les mesures palliatives mises en place,
- d) Les résultats d'analyses physico-chimiques réalisées.

3.2.3.4. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2.3.5. Toute modification du procédé de fabrication doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.2.3.6. Pour les effluents qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

3.2.4 Utilisation de l'engrais organique.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les engrais organiques doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivants : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, œufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-3.

3.3. GESTION DES FLUX - TRAÇABILITE.

Une convention est établie avec la société « DUFEU » - 49 LASSE, qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 21-70 pour 938 tonnes de d'engrais organique par an soit 39 000 unités d'azote.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- a) les dates de départs,
- b) les références de lot,
- c) la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- d) les quantités livrées en tonnes et/ou en m3,
- e) le nom du transporteur,
- f) les destinations (*nom du destinataire et lieu de destination*).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits. »

ARTICLE 4 -

Les dispositions de l'article 4^{ème} de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1982 sont modifiées comme suit :

« RESORPTION

Pour transfert : 39 000 kg d'azote. »

ARTICLE 5 -

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 9 novembre 1982 restent inchangées. Les décisions préfectorales susvisés du 4 janvier 1994 et du 24 juillet 2001 sont abrogées et remplacées par le présent arrêté.

ARTICLE 6 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement. Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de LOCARN pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de LOCARN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

ARTICLE 8 -

«Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée».

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Sous-Préfet de GUINGAMP,

Le Maire de LOCARN,

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.*



SAINT-BRIEUC, le
LE PREFET,

22 DEC. 2006

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT,